

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 Salindres

Références : -

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient dans le contexte de l'arrêt des activités du site Rhodia Opérations sur la plateforme chimique de Salindres. Elle vise à vérifier la réduction des potentiels de dangers ainsi qu'imposé par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2025 et à s'assurer du respect des premières dispositions en matière de cessation d'activité imposées par le code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90% de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres dispose d'installations mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO. Il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Fin septembre 2024, Solvay France a annoncé sa décision de cesser les activités de production exercées par Rhodia Opérations sur le site de Salindres. En conséquence, depuis cette date, toutes les productions ont été arrêtées. La notification de mise à l'arrêt définitif des installations en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement a été transmise au préfet du Gard en date du 11 mars 2025.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Réduction des potentiels de dangers	Arrêté Préfectoral du 09/01/2025, article 2	Sans objet
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2-I	Sans objet
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2-II	Sans objet
6	Cessation	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'activité	06/07/2024, article R.512-39-3-I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a défini des procédures spécifiques pour assurer la mise en sécurité complète des installations de production mises à l'arrêt définitif dans le cadre de la cessation des activités de la société Rhodia Opérations sur la plateforme chimique de Salindres. En application de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2025, l'inspection a pu constater que l'exploitant a réduit le potentiel de dangers de ses installations de telle sorte qu'elles ne puissent plus être à l'origine d'un accident ayant des effets directs en dehors des limites de la plateforme, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

En conséquence les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2025 sont respectées et la mise en demeure associée peut être levée.

En matière de cessation d'activité, l'exploitant a notifié l'arrêt définitif de ses installations le 11 mars 2025 ainsi que prévu par le code de l'environnement. La mise en sécurité complète telle qu'exigée sera finalisée à l'automne et le mémoire de réhabilitation des terrains concernés par la cessation d'activité est attendu sous 6 mois ainsi que prévu par le code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure SGS
Prescription contrôlée : La société RHODIA OPÉRATIONS (SIRET : 62203708300350), dont le siège social est domicilié au SILEX2, 9 rue des Cuirassiers 69003 LYON, est mise en demeure, sous un délai maximal d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé en mettant en œuvre les procédures de son système de gestion de la sécurité (SGS) pour permettre la maîtrise des procédés en sécurité pendant la phase d'arrêt des installations en cours.
Constats : L'exploitant, pour réaliser la mise en sécurité du site, s'appuie sur des procédures de mise à disposition des opérations qui ont été établies par atelier et qui ont été présentées à l'inspection lors de la visite. Au total, huit procédures couvrant les ateliers de production ont été rédigées. Ces procédures présentent le détail des différences étapes et instructions pour garantir la mise en sécurité complète des installations. Entre chaque étape, des points d'arrêt sont définis avec des étapes de validation lorsque des modifications doivent être apportées. Parmi ces procédures, celle concernant le CTCA a été consultée. Un planning journalier d'avancement des opérations est établi et mis à jour à l'avancement. Ces opérations sont assurées par des équipes qui fonctionnent en journée. Une surveillance est

<p>assurée en continu avec du présentiel complété par un système d'astreinte spécifique.</p> <p>En conséquence, l'exploitant a bien satisfait à la mise en demeure mentionnée à l'article 1 de l'arrêté du 9 janvier 2025. Celle-ci peut donc être considérée comme levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Réduction des potentiels de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à la mise en sécurité de ses installations de telle sorte que celles-ci ne puissent plus être à l'origine des accidents identifiés dans l'étude de dangers susvisée ayant des effets directs au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé et sortant des limites de l'établissement.</p> <p>Cette mise en sécurité est réalisée sur la base de la mise en œuvre des procédures du SGS notamment par la vidange et le dégazage des équipements, capacités et tuyauteries des quatre lignes de production (TFA, TFSK, TA et TAA).</p> <p>Ces opérations sont réalisées sous un délai maximal d'un mois à compter de la date notification du présent arrêté, à l'exception des opérations concernant les installations d'hydrolyse liées aux scénarios d'accidents référencés TFA-12d et TFA-12f dans l'étude de dangers susvisée qui sont réalisées sous un délai maximal de deux mois.</p> <p>Sous un délai maximal de deux mois, les produits dangereux dont les stockages peuvent conduire à des accidents dont l'étude de dangers susvisée montre que les effets sortent des limites de l'établissement sont évacuées vers des filières dûment autorisées.</p> <p>L'exploitant transmet au sous-préfet d'Alès les justificatifs de réalisation des opérations prévues par le présent article à partir de l'ensemble des accidents majeurs positionnés dans la grille probabilité-gravité (fixée par le 5 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé) figurant dans l'étude de dangers révisée et ses annexes version 29 septembre 2014, complétée par courriel du 18 octobre 2016 et par courrier du 16 décembre 2016, ainsi que la notice de réexamen transmise par courrier du 17 décembre 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers recense 30 accidents susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur des limites de l'établissement : 25 concernent l'atelier PPFO, 3 l'atelier Florin et 2 l'atelier HFA du site. Sur ces 30 accidents, 22 sont pris en compte dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation et donc intégrés aux aléas du PPRT en vigueur.</p> <p>Par courrier daté du 11 février 2025, l'exploitant a transmis le descriptif des opérations mises en place pour répondre à la prescription objet du point de contrôle.</p> <p>Au regard des éléments transmis qui ont fait l'objet d'un examen et à l'issue des constats réalisés lors de la visite, l'inspection constate que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2025 sont respectées.</p> <p>Le détail des constats sur la base des éléments fournis par l'exploitant pour chacun des accidents recensés dans l'étude de dangers figure en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1-I
Thème(s) : Autre, Notification cessation activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.
Constats : L'exploitant a notifié au préfet du Gard la mise à l'arrêt définitif des unités de fabrication qu'il exploite sur la commune de Salindres en date du 11 mars 2025. L'exploitant y présente les opérations qu'il va mettre en œuvre dans le cadre de cette cessation d'activité en application de l'article R.512-75-1-IV du code de l'environnement pour assurer la mise en sécurité : <ul style="list-style-type: none">- évacuation des produits dangereux et déchets présents sur le site- mise en place de limitation et interdiction d'accès au site ;- suppression des risques d'incendie et d'explosion- surveillance des effets de l'installation sur l'environnement. Cette mise en sécurité doit s'achever en octobre 2025. La bonne réalisation de cette mise en sécurité conformément aux dispositions du code de l'environnement sera attestée (délivrance de l'ATTES-SECUR) par un organisme certifié COFRAC. Dans le document transmis l'exploitant précise que les installations faisant l'objet de cette cessation d'activité sont implantées sur les parcelles cadastrales suivantes de la commune de Salindres : section AC, n° 242 (20,43 ha), 243 (0,66 ha), 244 (510 m²), 245 (1,19 ha), 246 (218 m²), 462 (19,1 ha) et 638 (3,03 ha). Certaines de ces parcelles ne sont toutefois pas concernées sur leur entière superficie puisqu'elles accueillent également des activités qui restent exploitées par les autres acteurs industriels de la plateforme : AXENS et le GIE Chimie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de : <ol style="list-style-type: none">1. détailler de manière plus précise sur la base d'un plan les terrains sur lesquels porte la démarche de cessation d'activité initiée, notamment pour les parcelles conjointement occupées par les installations exploitées par AXENS et/ou le GIE Chimie (parcelles 242, 462 et 638 notamment)2. justifier la raison pour laquelle les parcelles 515, 518, 457 et 458 ne figurent pas dans le périmètre des terrains faisant l'objet de la procédure de cessation d'activité. En outre, pour assurer le suivi régulier et le bon avancement des opérations de mise en sécurité, l'exploitant adressera à l'inspection tous les 2 mois, un point de situation jusqu'au mois d'octobre et en tout état jusqu'à la remise de l'ATTES-SECUR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2-I
Thème(s) : Autre, Usage futur
Prescription contrôlée : I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.
Constats : Dans son courrier de notification du 11 mars 2025, l'exploitant propose de retenir un usage futur industriel pour les terrains qu'il va libérer dans le cadre de la cessation de ses activités sur la plateforme chimique de Salindres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2-II
Thème(s) : Autre, Consultation du maire
Prescription contrôlée : II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : L'exploitant a transmis au maire de la commune de Salindres sa proposition d'usage futur pour les terrains qu'il va libérer sur la plateforme chimique par courrier du 11 mars 2025 reçu par la mairie de Salindres en date du 13 mars 2025. Cette transmission est accompagnée du rapport d'études environnementales communiqué à la DREAL qui correspond au rapport de base établi dans le cadre de l'application de la directive IED et daté du 29/08/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-3-I
Thème(s) : Autre, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée :

<p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêt définitif des installations déclaré par l'exploitant est daté du 11 mars 2025. En conséquence, le mémoire de réhabilitation est attendu dans un délai de six mois à compter de cette date, soit avant le 11 septembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>